de cerner le problème urbain. On a affirmé à tort que le gouvernement a invoqué la constitution pour se soustraire à sa part de responsabilité dans l'aménagement et la rénovation des régions urbaines.

La motion à l'étude est injuste. Sous son intempérance de langage, elle contient une accusation implicite d'indifférence et d'indécision à l'endroit du gouvernement et du ministre. On peut acquitter ces derniers des deux accusations, car ils sont aux prises avec un concept nouveau qui obsède le monde entier: La grande ville comme entité particulière et comme projection d'un pouvoir directeur; la grande ville, moins un terrain de jeu pour l'exercice des talents économiques qu'un foyer qui se préoccupe du bien-être de ses membres. Pour définir ce que servent les régions urbaines au Canada, il faut décider de la répartition de nos ressources, des sommes à attribuer aux besoins futurs, des moyens à prendre pour affronter les menaces au bien-être physique et moral de l'humanité. Si je le dis, c'est qu'on trouve chez les citoyens des conditions psychologiques qui ne se manifestent pas chez les ruraux.

M. Alexander: Le malaise causé par l'environnement.

M. Perrault: Les mois prochains, j'en suis sûr, verront des chapitres dramatiques et exaltants de la politique urbaine prendre forme à la Chambre...

Une voix: Quelle envolée!

M. Perrault: ... des chapitres qui mettront en lumière la redondance, l'injustice et l'absence de fondement de cette résolution, et d'une façon plus frappante encore qu'il ne semble à ceux qui la débattent aujourd'hui.

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je désire exposer quelques idées sur la politique urbaine et la question connexe de l'environnement. Ces dernières semaines, nous avons assisté à plusieurs débats sur les affaires urbaines et la pollution. Nos discussions semblent reprendre souvent le même sujet. Les députés font des propositions et le gouvernement réagit d'une façon ou d'une autre, souvent d'une manière négative, mais parfois en proposant une mesure qui reconnaît du moins la nécessité d'un programme sur l'environnement.

Je me demande continuellement si nous progressons en débattant des sujets qui ont été si souvent discutés auparavant. En arrivons-nous à quelque chose? Les idées exposées sont-elles acceptées? Parviennent-elles au public, et la pression exercée par le public

suscite-t-elle une action législative ou administrative? Je crains que nous perdions notre temps dans un vaste domaine où s'exercent nos efforts. Il me semble que certains groupes de protestataires perdent leur temps: ils défilent en proposant des changements dans la loi sans jamais donner suite à leurs propositions en examinant les réalisations du Parlement.

Il y a de nombreux endroits en dehors du Parlement où ces questions sont discutées de temps à autre. Mais jamais ces gens savent ce qui se passe ici; ils ignorent quelles instances ont été présentées durant les débats, quelles opinions ont été exprimées et si leurs idées sont acceptées. Il semble y avoir peu de groupes parmi ceux qui s'intéressent à notre milieu qui se rendent compte que c'est le Parlement qui prend les décisions au niveau fédéral. Elles ne sont pas prises aux intersections des rues, dans les salles de réunion ou à l'occasion de conférences. Elles sont prises uniquement ici.

Dans chaque cas, l'impulsion doit être donnée en dehors du Parlement certes et je crois que de bonnes mesures initiales ont été prises depuis quelques mois par de nombreux groupes qui s'intéressent à notre milieu, à notre mode de vie dans nos villes et à la pollution en général. Ces groupes ne semblent jamais donner suite à leurs efforts en cherchant à savoir ce qui se produit, une fois que la ligne de conduite a été arrêtée. Toute effervescence qui se produit dans nos villes doit avoir sa répercussion ici, autrement nous gaspillons notre temps. L'appui enthousiaste des propositions en vue de lutter contre la pollution et l'attitude à inciter les gens à réclamer une nouvelle ligne de conduite du gouvernement sont extrêmement importants. En définitive, cependant, tout ce qui importe est que des lois soient adoptées.

• (8.40 p.m.)

Je veux critiquer un peu les journalistes, mais pas les courriéristes parlementaires, car je crois qu'ils rendent assez bien compte, dans l'ensemble, des délibérations du Parlement. Quand des courriéristes parlementaires, d'ordinaire, n'écrivent pas d'articles sur un sujet, la Presse canadienne y supplée. Cependant, je me demande pourquoi les journaux ne reproduisent pas les passages importants de nos débats et de nos travaux. A maintes reprises, nous avons exprimé des idées, nous avons présenté des bills et les avons adoptés sans qu'il en soit fait mention dans les journaux, ou à peine, sans doute parce que les événements n'étaient pas assez sensationnels. Parfois, la Chambre adopte des bills qui entraînent des changements fondamentaux, et il n'en est même pas question.

[M. Perrault.]